



Conseil économique et social

Distr. générale
18 décembre 2024
Français
Original : anglais

Commission de statistique

Cinquante-sixième session

New York, 4-7 mars 2025

Point 3 d) de l'ordre du jour provisoire*

Questions soumises pour examen et décision :

Principes fondamentaux de la statistique officielle

Principes fondamentaux de la statistique officielle

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport, établi conformément à la décision 2024/312 du Conseil économique et social et à la pratique en vigueur contient des informations détaillées demandées par la Commission de statistique dans sa décision 55/101, relatives aux résultats d'un processus transparent et inclusif qui a abouti à une version révisée du mandat du Conseil consultatif pour les Principes fondamentaux de la statistique officielle. Pour donner suite à cette même décision, deux séries de directives de mise en œuvre, l'une destinée aux producteurs de statistiques officielles et l'autre aux décideurs, visant à répondre aux besoins émergents et à appuyer le respect des Principes fondamentaux, sont jointes au présent rapport à titre informatif.

La Commission est invitée, à des fins de débat et de décision, à : a) donner son avis sur le mandat révisé du Conseil consultatif pour les Principes fondamentaux de la statistique officielle et approuver ce mandat (voir annexe) ; b) demander au Bureau de la Commission de statistique, conformément aux dispositions du mandat, de lancer le processus de sélection des membres du Conseil consultatif, qu'elle nommera à sa cinquante-septième session, en 2026 ; c) prendre note des deux séries de directives de mise en œuvre jointes au présent rapport à titre informatif.

* E/CN.3/2025/1.



I. Introduction

1. Les statistiques officielles sont un outil indispensable à l'élaboration des politiques publiques et à la gouvernance. Elles fournissent des données économiques, sociales et environnementales essentielles qui guident les nations et les organismes internationaux dans leur prise de décisions. Elles forment l'épine dorsale des systèmes d'information gouvernementaux et publics et permettent de mieux comprendre les tendances démographiques, les conditions environnementales, la situation économique et la dynamique sociale, contribuant ainsi au développement durable et à la paix et la sécurité. Distinctes des données collectées à des fins administratives, commerciales ou réglementaires particulières, les statistiques officielles servent les intérêts plus larges de la société, en fournissant des informations essentielles aux gouvernements, aux entreprises, à la société civile et au public. Compilées et diffusées avec intégrité, elles garantissent un accès impartial et équitable à l'information, ce qui est fondamental pour une prise de décision éclairée et la sensibilisation de la société.

2. L'élaboration des Principes fondamentaux de la statistique officielle est née de la nécessité de disposer de statistiques officielles fiables, objectives et pertinentes. Initialement formulés par la Conférence des statisticiens européens en 1991 et adoptés par la Commission économique pour l'Europe en 1992, le mérite des Principes a rapidement été reconnu à l'échelle mondiale. La Commission de statistique les a adoptés en 1994, avec un préambule révisé. Leur importance au-delà de la communauté des statisticiens a été soulignée lorsque l'Assemblée générale les a entérinés en 2014 dans sa résolution [68/261](#). Les Principes fondamentaux mettent l'accent sur l'objectivité, la fiabilité et l'indépendance à l'égard de toute influence extérieure indue, en fixant des normes en matière d'intégrité, de transparence et de responsabilité dans les activités relatives aux statistiques. Ils mettent également en lumière le rôle des statistiques officielles dans la promotion de la compréhension mutuelle et de la confiance publique, toutes deux essentielles à l'élaboration de politiques et à la tenue de débats publics éclairés.

3. Dans sa résolution [71/313](#) sur les travaux de la Commission de statistique relatifs au Programme de développement durable à l'horizon 2030, adoptée en 2017, l'Assemblée générale a réaffirmé que toutes les activités du système statistique mondial devaient être pleinement conformes aux Principes fondamentaux. En 2020, dans sa résolution de portée générale sur la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) (résolution [74/306](#)), elle a en outre fait implicitement référence aux principes de la coordination nationale et de la coopération internationale en appelant à des mesures concertées pour faire progresser la gouvernance numérique, la recherche scientifique, les technologies émergentes et les nouvelles sources de données, tout en soulignant la nécessité de mettre en place des systèmes de données et de statistiques résilients, inclusifs et intégrés, sous la direction des organismes nationaux de statistique.

4. L'évolution rapide du secteur des données donne lieu à la fois à des défis et à des possibilités en matière de transformation des statistiques officielles, ce qui montre la nécessité de respecter les Principes fondamentaux. En prenant en compte des sources de données non traditionnelles, telles que les dossiers administratifs, les données de capteurs, les données mobiles et les informations géospatiales, les organismes nationaux de statistique peuvent réduire leur dépendance à l'égard des enquêtes de grande ampleur et fournir à la société des informations plus riches et plus détaillées permettant de prendre des décisions nuancées. Le respect des Principes fondamentaux garantit que l'intégration des nouvelles sources de données se fasse de façon transparente, éthique et responsable, renforçant ainsi la confiance du public dans les statistiques officielles. Les systèmes statistiques nationaux, dont les

organismes nationaux de statistique et d'autres autorités statistiques au sein des ministères et organismes compétents, peuvent s'appuyer sur les Principes fondamentaux pour mieux éclairer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable et pour répondre efficacement aux besoins existants et émergents en matière de données actualisées et détaillées.

II. Pistes de réflexion et décisions de la Commission relatives aux travaux de ses cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions

5. Compte tenu de ces nouveaux défis et possibilités, la Commission de statistique, à sa cinquante-quatrième session, a souligné la nécessité de renforcer le respect des Principes fondamentaux par l'intermédiaire de deux initiatives clés : l'établissement d'un conseil consultatif indépendant sur les Principes fondamentaux et la mise à jour et la rationalisation des directives existantes relatives à la mise en œuvre des Principes.

6. Le Groupe des Amis de la présidence sur les Principes fondamentaux de la statistique officielle et les données ouvertes, créé en 2011, a contribué grandement à promouvoir et à faire progresser le respect des Principes par les systèmes statistiques nationaux. Le Groupe se consacrait initialement à actualiser le préambule des Principes et à élaborer des directives spécifiques pour leur mise en œuvre, mais il a depuis établi des cadres permettant de contrôler le respect des Principes et de soutenir l'indépendance des organismes nationaux de statistique. En 2017, la Commission de statistique a renouvelé le mandat du Groupe, le chargeant de s'attaquer à de nouveaux défis, notamment l'essor des données ouvertes et des sources de données non traditionnelles. Cela a conduit à la mise en place d'initiatives clés, telles qu'une enquête mondiale sur la mise en œuvre en 2018, qui a donné un aperçu des progrès réalisés au niveau des pays et mis en évidence les domaines dans lesquels un soutien supplémentaire est nécessaire. Grâce à ces efforts, le Groupe des Amis de la présidence a contribué à la création de cadres d'observation et de maturité qui aident les instituts de statistique à s'adapter à l'évolution du secteur des données tout en respectant les valeurs essentielles des Principes fondamentaux.

7. Tout en saluant les contributions analytiques du Groupe des Amis de la présidence, qui a fourni des rapports détaillés basés sur des enquêtes volontaires, la Commission a reconnu que, sans la capacité de mener des initiatives de sensibilisation ou d'offrir un appui consultatif ciblé aux pays, le Groupe des Amis de la présidence n'avait que des outils limités pour traiter les cas de non-respect des Principes. En conséquence, la Commission a appelé à la création d'un conseil consultatif indépendant chargé de fournir des conseils et un soutien proactifs aux systèmes statistiques nationaux. Ce conseil serait chargé d'appuyer le respect des principes d'indépendance et de responsabilité et de créer des conditions propices à la collaboration, pour garantir que les statistiques officielles fournissent des données statistiques fiables et impartiales dans un secteur des données qui évolue rapidement.

8. Comme suite à la demande de la Commission, la Division de statistique a établi le mandat du conseil et l'a soumis à la Commission à sa cinquante-cinquième session. D'après ce mandat, le conseil consultatif jouerait un rôle d'organisme de suivi et de promotion à la composition diverse, formé d'anciens statisticiens en chef et d'experts dans des domaines tels que la déontologie et le droit. Le conseil aurait pour principales fonctions d'assurer des activités de sensibilisation, de fournir des conseils sur le respect des Principes fondamentaux et de proposer des contrôles indépendants pour renforcer la confiance du public dans les statistiques officielles. Il se réunirait régulièrement et soumettrait chaque année un rapport à la Commission, et aurait pour

principale mission de soutenir la mise en œuvre effective des Principes fondamentaux par les systèmes statistiques nationaux.

9. Par ailleurs, à sa cinquante-quatrième session, la Commission a souligné la nécessité de mettre à jour les directives sur la mise en œuvre des Principes pour répondre aux besoins des systèmes statistiques modernes (voir décision 54/111). La Division de statistique a présenté à la Commission, à sa cinquante-cinquième session, une proposition annotée pour deux séries de directives : une première destinée aux statisticiens, fournissant des orientations opérationnelles et stratégiques, et une deuxième destinée aux responsables politiques, visant à promouvoir la création d'un environnement institutionnel basé sur le respect des Principes fondamentaux. Basées sur les meilleures pratiques, ces directives ont été conçues comme des ressources pratiques pour les systèmes statistiques nationaux, qui seraient actualisées régulièrement sous la direction du conseil. Cette initiative reflète l'engagement de la Commission à faire en sorte que les statistiques officielles restent la pierre angulaire d'une prise de décision et d'une gouvernance fondées sur des données probantes.

10. À sa cinquante-cinquième session, la Commission a réitéré son engagement à renforcer le respect des Principes fondamentaux en soutenant la création d'un conseil consultatif indépendant [décision 55/101 b)]. Reconnaisant l'importance d'une approche transparente et inclusive, la Commission a chargé le Bureau de la Commission statistique de préciser le mandat de ce conseil, en arrêtant sa composition et les critères de sélection de ses membres. La Commission a prié le Bureau de lui présenter à sa cinquante-sixième session une version actualisée du mandat et des critères de sélection des membres, ainsi qu'un rapport détaillant les arrangements financiers nécessaires au fonctionnement du conseil [décision 55/101 c)].

11. À la même session, la Commission a approuvé la proposition tendant à élaborer deux séries distinctes de directives [décision 55/101 a)], chacune d'entre elles étant conçue pour répondre aux besoins uniques de différents publics.

III. Consultation mondiale et principales révisions apportées au mandat

12. Conformément à la demande de la Commission, la Division de statistique a affiné le mandat initialement soumis à la Commission à sa cinquante-cinquième session et a ensuite soumis la version actualisée au Bureau en juillet 2024. Les révisions visaient notamment à renforcer le rôle du conseil en matière de sensibilisation et d'aide au respect des règles, en privilégiant la fourniture de conseils à l'intervention directe et en encourageant la collaboration avec les autorités statistiques nationales. Elles visaient également à renforcer la transparence et la diversité en ce qui concerne la composition du conseil et le processus de sélection des membres, afin de garantir que le conseil soit à même de soutenir efficacement les systèmes statistiques nationaux dans des contextes divers.

13. Après que le Bureau a mené un examen, une consultation mondiale a été organisée du 28 août au 30 septembre 2024 afin de recueillir des observations supplémentaires auprès des États Membres et des organisations internationales. Ce processus a permis de recueillir les contributions de 42 États Membres et de deux organisations internationales. Parmi les 44 États et organisations interrogés, 31 ont approuvé le mandat actualisé sans réserve ou proposé des changements mineurs. Toutefois, 13 États Membres ont fait des remarques sur des questions de fond, soulignant la nécessité de mieux aligner le mandat du conseil sur les mécanismes intergouvernementaux existants et de renforcer son rôle consultatif technique concernant le respect des Principes fondamentaux. Ces contributions ont conduit à une révision plus approfondie du mandat pour tenir compte des besoins et des

perspectives des systèmes statistiques nationaux s'agissant du respect des Principes fondamentaux dans un secteur des données en évolution rapide. Un rapport sur les résultats de la consultation mondiale a été soumis pour information aux États Membres et aux organisations internationales en novembre 2024.

14. Les principales révisions apportées au mandat sur la base des résultats de la consultation sont les suivantes :

a) **Clarification des rôles et des responsabilités.** Pour répondre aux demandes concernant une définition plus précise du rôle consultatif du conseil, le mandat a été révisé pour délimiter la capacité du conseil à fournir des conseils techniques et stratégiques, afin d'éviter tout chevauchement avec les mécanismes nationaux et régionaux. Ces modifications figurent aux sections I (Vue d'ensemble) et II (Mandat et responsabilités) ;

b) **Composition du conseil.** Dans leurs contributions, les États Membres ont souligné l'importance des compétences diverses et de la représentation. Le mandat révisé prévoit une structure avec deux catégories de membres : cinq membres de la Commission de statistique, qui serviront pendant leur mandat à la Commission ; et des membres supplémentaires spécialistes de domaines tels que la science des données et la déontologie, nommés pour un mandat de trois ans, renouvelable une fois. La composition du conseil est décrite à la section III.A (Composition) ;

c) **Transparence du processus de sélection.** Conformément aux demandes concernant la transparence de la procédure de sélection, le mandat prévoit un processus dirigé par le Bureau et les présidents des commissions régionales. Un appel à candidatures sera lancé six mois avant chaque session de la Commission de statistique, afin de garantir une sélection équitable, fondée sur le mérite et privilégiant la diversité géographique et la parité des genres, comme indiqué à la section III.C (Processus de sélection) ;

d) **Prise en compte des contextes nationaux.** Le mandat révisé garantit que les recommandations du conseil conservent un caractère consultatif et soient adaptables aux différents contextes nationaux, dans le respect des dispositifs de gouvernance de chaque État Membre. Ce point est abordé à la section II.D (Traitement des cas de non-respect) ;

e) **Renforcement du rôle des autorités statistiques nationales.** Les autorités statistiques nationales sont désignées comme principales interlocutrices du Conseil pour faciliter la communication, la coordination et la mise en œuvre efficaces des recommandations relatives aux Principes fondamentaux, comme indiqué à la section IV.E (Communication avec les États Membres) ;

f) **Confidentialité des données communiquées.** En réponse aux préoccupations concernant la confidentialité, le mandat garantit qu'aucun pays ne sera identifié dans les rapports à la Commission sans le consentement explicite des autorités nationales concernées. Cet équilibre entre transparence et confidentialité est décrit dans les sections IV.D (Rapport et recommandations) et V.B (Confidentialité et discrétion) ;

g) **Ressources.** Mettant l'accent sur la viabilité financière, le mandat précise que les membres du conseil consultatif siègent à titre bénévole et que les réunions se déroulent à distance lorsque c'est possible. La Division de statistique assurera les fonctions de secrétariat et soutiendra le conseil consultatif dans la limite des ressources disponibles, comme indiqué dans les sections IV.A (Réunions) et IV.C (Ressources et secrétariat) ;

h) **Ajustements terminologiques.** Pour s'aligner sur la terminologie en usage à l'ONU, le terme anglais « compliance » (conformité) a été remplacé par le

terme « adhérence » (respect), comme indiqué dans la section II.D (Traitement des cas de non-respect).

15. Ces révisions ont permis de créer un cadre transparent, inclusif et efficace pour le conseil, désormais rebaptisé « Consultative Advisory Board » (Conseil consultatif) en anglais afin de refléter son rôle de conseil et de consultation. Le mandat révisé, qui figure à l'annexe du présent rapport, tient compte des multiples contributions reçues dans le cadre de la consultation mondiale et garantit la transparence du processus de sélection des membres et une représentation équitable. Ce cadre donne au conseil consultatif les moyens de fournir aux États Membres des orientations utiles et adaptées à différentes situations. La Commission est invitée à approuver la version révisée du mandat (voir par. 22 a) ci-après).

IV. Directives de mise en œuvre

16. Deux séries de directives de mise en œuvre, l'une destinée aux producteurs de statistiques officielles et l'autre aux décideurs, visant à répondre aux besoins émergents et à appuyer le respect des Principes fondamentaux sont fournies en tant que documents de référence. À sa cinquante-cinquième session, la Commission a approuvé la proposition tendant à élaborer deux séries distinctes de directives [décision 55/101 a)], chacune d'entre elles étant conçue pour répondre aux besoins uniques de différents utilisateurs, tant ceux qui évoluent au sein des systèmes statistiques nationaux que ceux qui n'en font pas partie. Établies à l'issue d'un processus inclusif comprenant des consultations mondiales et régionales, des ateliers et des initiatives stratégiques, les directives sont jointes au présent rapport comme documents de référence.

17. La première série de directives, destinée expressément aux statisticiens et aux praticiens, fournira des conseils et des outils pratiques aux fins de l'application des Principes fondamentaux aux niveaux stratégique, décisionnel et opérationnel. Compte tenu de la complexité de l'écosystème des données, les directives visent à instaurer la confiance dans les statistiques officielles et à garantir la production de données utiles qui peuvent répondre à la fois aux besoins habituels et émergents en matière de données. Les lignes directrices s'appuient sur des cadres établis, notamment le Modèle générique du processus de production statistique et le *Manuel des cadres nationaux d'assurance de la qualité des Nations Unies en statistique officielle*¹, offrant une approche structurée des processus statistiques qui renforce la résilience et la réactivité des systèmes statistiques nationaux.

18. La deuxième série de directives est destinée aux décideurs et aux autres acteurs clés et se concentre sur la création d'environnements institutionnels dans lesquels les Principes fondamentaux sont respectés et promus. Ces directives soulignent le rôle essentiel des décideurs dans la mise en place et le maintien de cadres réglementaires et institutionnels qui promeuvent la transparence, le respect du principe de responsabilité et la prise de décision éclairée, conformément aux Principes fondamentaux. Elles insistent également sur l'importance de créer un environnement porteur permettant aux instituts de statistique de fonctionner avec indépendance et intégrité, ce qui est essentiel à la production de données impartiales et de haute qualité.

19. Destinées à aider les décideurs à mieux comprendre les Principes fondamentaux, les directives contiennent des orientations sur les façons de promouvoir l'octroi aux organismes nationaux de statistique des ressources et de l'autorité dont ils ont besoin

¹ Consultable à l'adresse suivante : [https://unstats.un.org/UNSDWebsite/nqaf/UNNQAManual-FR-\(final-manuscript\).pdf](https://unstats.un.org/UNSDWebsite/nqaf/UNNQAManual-FR-(final-manuscript).pdf).

pour fonctionner efficacement. En promouvant un engagement institutionnel fort en faveur des Principes fondamentaux, les directives aident les décideurs à renforcer la confiance dans les statistiques officielles et à encourager l'utilisation éthique des données dans tous les secteurs. Les directives soulignent également la nécessité de créer des relations de collaboration entre les décideurs, les fournisseurs de données et les communautés d'utilisateurs, afin de créer un environnement propice à l'avancement des statistiques officielles en tant qu'outil inestimable pour la gouvernance et la sensibilisation de la société et pour obtenir la confiance du public.

20. Il est prévu d'actualiser régulièrement les deux séries de directives afin qu'elles restent pertinentes face à l'émergence de nouveaux défis dans le secteur des données. Le conseil consultatif est appelé à jouer un rôle actif dans ces révisions, en offrant des informations sur les nouveaux problèmes, les bonnes pratiques et les tendances observées en matière de statistiques officielles, qui serviront à affiner et adapter les directives au fil du temps.

21. La Commission est invitée à prendre note de ces directives de mise en œuvre, jointes au présent rapport en tant que documents de référence, qui ont pour objet de renforcer le respect des Principes fondamentaux en offrant aux praticiens et décideurs des cadres accessibles, pertinents et pratiques.

V. Décisions que la Commission de statistique est invitée à prendre

22. La Commission de statistique est invitée à :

- a) **approuver le mandat révisé du Conseil consultatif pour les Principes fondamentaux de la statistique officielle (voir annexe) ;**
- b) **demander au Bureau, conformément aux dispositions du mandat, de lancer le processus de sélection des membres du Conseil consultatif, qui seront nommés par la Commission à sa cinquante-septième session, en 2026 ;**
- c) **prendre note des deux séries de projets de directives de mise en œuvre, ci-jointes en tant que documents de référence, destinées respectivement aux producteurs de statistiques officielles et aux décideurs.**

Annexe

Conseil consultatif pour les Principes fondamentaux de la statistique officielle

Proposition de mandat

I. Vue d'ensemble

1. Le Conseil consultatif des Nations Unies pour les Principes fondamentaux de la statistique officielle (le Conseil) est une entité impartiale chargée de promouvoir et de garantir le respect des Principes fondamentaux de la statistique officielle. Il a pour mission de sensibiliser les parties prenantes nationales, régionales et mondiales et de fournir des orientations essentielles pour relever les défis liés à la mise en œuvre et au respect des Principes fondamentaux dans un secteur des données en mutation constante. Le Conseil offre par ailleurs des services consultatifs aux autorités statistiques nationales, à la Commission de statistique, à la Division de statistique du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat, aux associations professionnelles et à d'autres organisations internationales partenaires, dans le but de renforcer le respect des Principes fondamentaux dans un environnement évolutif.

II. Fonctions et responsabilités

A. Sensibilisation et promotion

2. Le Conseil consultatif œuvre à sensibiliser les parties prenantes nationales, régionales et mondiales aux Principes fondamentaux et à promouvoir la mise en œuvre cohérente de ces derniers. Il s'agit notamment, en collaboration avec les autorités statistiques nationales, de contribuer à la tenue de campagnes de sensibilisation, de webinaires et de sessions de dialogue avec les décideurs, les fournisseurs de données et les communautés d'utilisateurs afin d'instaurer et de soutenir la confiance dans les statistiques officielles.

B. Services de conseil aux autorités statistiques nationales

3. Le Conseil fournit des services consultatifs aux autorités statistiques nationales pour renforcer leur capacité à mettre en œuvre les Principes fondamentaux et à en promouvoir le respect. Il soutient notamment les efforts des pays visant à mettre les cadres réglementaires et les procédures statistiques en conformité avec les Principes fondamentaux et partage les meilleures pratiques inspirées des cadres mondiaux et régionaux, tels que les codes déontologiques et les bonnes pratiques. Le Conseil se penche également sur les nouveaux défis, en particulier ceux qui découlent de l'évolution rapide de l'environnement des données, afin de garantir que les statistiques officielles respectent les principes d'intégrité, de pertinence et de confiance. Le Conseil fournit ces services en tenant compte des cadres institutionnels et de gouvernance propres à chaque pays.

C. Examen des meilleures pratiques

4. Le Conseil examine périodiquement les meilleures pratiques liées à la mise en œuvre et au respect des Principes fondamentaux, en se concentrant sur les défis à relever dans un secteur des données qui évolue rapidement. Ces pratiques sont

intégrées dans la révision et l'actualisation régulières des directives pour la mise en œuvre des Principes fondamentaux, menées en collaboration avec la Division de statistique.

D. Traitement des cas de non-respect

5. Le Conseil traite les demandes des autorités statistiques nationales et d'autres parties prenantes clés concernant les cas éventuels de non-respect des Principes fondamentaux. Conformément aux dispositions de la section IV.E ci-après (Communication avec les États Membres), les autorités statistiques nationales sont son principal interlocuteur et sont consultées en premier lieu lorsqu'il s'agit de traiter des cas de non-respect. Le Conseil peut fournir des conseils et proposer des mesures correctives non prescriptives tout en respectant les cadres institutionnels et de gouvernance de chaque pays et en veillant à ce qu'aucune partie prenante ne subisse de préjudice. La confidentialité et la discrétion sont maintenues comme indiqué à la section V.B ci-après, et les actions du Conseil sont guidées par le principe de subsidiarité décrit à la section V.C.

III. Composition du Conseil consultatif

A. Composition

6. Le Conseil est composé de membres ayant une connaissance approfondie des statistiques officielles et faisant preuve d'engagement en faveur des principes fondamentaux, sélectionnés pour garantir une représentation équitable des genres et régions. Les membres du Conseil sont répartis en trois catégories :

- a) cinq membres issus de la Commission de statistique, nommés pour la durée de leur mandat à la Commission ;
- b) des membres supplémentaires sélectionnés sur la base de leurs connaissances spécialisées en matière de statistiques, de science des données et de déontologie et dans des domaines connexes, nommés pour un mandat de trois ans, renouvelable une fois ;
- c) le (la) Directeur(trice) de la Division de statistique, qui est membre de droit.

B. Taille

7. Le Conseil est composé de 10 à 12 membres, compte non tenu du membre de droit.

C. Processus de sélection

8. Le Bureau supervise la sélection des membres du Conseil en consultation avec la présidence des organismes statistiques des cinq commissions régionales. La Division de statistique peut être invitée à faciliter le processus de sélection, comme suit :

- a) **Appel à candidatures.** Afin de garantir un processus transparent, inclusif et efficace, le Bureau lance un appel à candidatures six mois avant la prochaine session de la Commission de statistique. L'appel définit les compétences requises et invite les États Membres, les divisions de statistique des commissions régionales de

l'ONU et les organisations internationales et professionnelles concernées à présenter des candidatures. L'appel à candidatures dure deux mois ;

b) **Sélection finale.** Après la clôture de la période de nomination, le Bureau examine toutes les nominations pour s'assurer que les candidats ont les qualifications requises. Le Bureau finalise la sélection des membres du Conseil, en veillant à l'équilibre des compétences, à la diversité géographique et à la représentation équitable des genres. Le nom des candidats sélectionnés est transmis à la Commission de statistique au moins deux mois avant sa prochaine session.

D. Nomination

9. Les membres sont nommés par la Commission de statistique sur proposition de son Bureau. Toutes les nominations sont faites à titre nominatif et ne peuvent être déléguées. En cas de démission d'un membre, le siège vacant est pourvu lors de la prochaine session de la Commission de statistique.

E. Présidence

10. Les membres du Conseil élisent en leur sein un(e) président(e) dont le mandat est fixé à deux ans. Le poste ne peut être renouvelé deux fois consécutives et un membre de droit ne peut exercer cette fonction. Le (la) président(e) dirige les réunions du Conseil et représente le Conseil dans les communications et les liaisons externes.

IV. Modalités de travail, ressources et rapports

A. Réunions

11. Le Conseil se réunit régulièrement pour discuter des questions relevant de son mandat et de ses responsabilités. Les réunions se tiennent principalement en ligne afin de faciliter la participation des membres dans les différentes régions et de réduire les coûts. Le Conseil se réunit au moins quatre fois par an et tient des réunions supplémentaires si nécessaire, en fonction des ressources disponibles.

B. Prise de décisions

12. Le Conseil fonctionne de manière collégiale et s'efforce de prendre des décisions par consensus. Si un consensus ne peut être atteint, les décisions peuvent être prises à la majorité qualifiée, ce qui nécessite l'approbation des deux tiers des membres. Le membre de droit n'a pas le droit de voter sur les décisions du Conseil.

C. Ressources et secrétariat

13. Les membres du Conseil servent à titre volontaire et bénévole. La Division de statistique assure le secrétariat du Conseil, le soutient dans ses activités et facilite son fonctionnement de manière ponctuelle, avec des ressources humaines et financières fournies en fonction des ressources disponibles.

D. Rapport et recommandations

14. Le Conseil soumet à la Commission de statistique un rapport annuel résumant ses activités, qui comprend une vue d'ensemble de ses conclusions majeures, de ses initiatives et de ses recommandations quant aux mesures à prendre. Le rapport peut également contenir des suggestions de mesures visant à améliorer le respect des Principes fondamentaux, ciblées sur les efforts de la Division de statistique, des commissions régionales, des bureaux des coordinateurs résidents et d'autres parties prenantes.

15. Le rapport comprend les éléments suivants :

a) **Rapport principal.** Une vue d'ensemble des activités du Conseil, notamment de ses principales conclusions et recommandations, dans laquelle aucun État Membre n'est identifié directement ou indirectement ;

b) **Annexe.** L'annexe est établie conjointement avec les autorités statistiques nationales des États Membres concernés, de manière volontaire. Elle contient des informations détaillées sur les mesures spécifiques à chaque pays, telles que les initiatives de sensibilisation ou les services consultatifs liés à la résolution des cas de non-respect des Principes fondamentaux.

E. Communication avec les États Membres

16. Les autorités statistiques nationales sont les principales interlocutrices du Conseil et sont consultées en premier lieu chaque fois que celui-ci mène des activités concernant leur pays, y compris en cas de non-respect des Principes fondamentaux.

F. Communication avec les parties prenantes régionales et mondiales

17. Le Conseil collabore avec la Division de statistique, les commissions régionales et les bureaux des coordinateurs résidents des Nations Unies dans chaque région et pays. Il est encouragé à nouer un dialogue avec les organisations internationales et régionales et les associations professionnelles concernées.

V. Déontologie et principe de responsabilité

A. Conflit d'intérêts

18. Les membres du Conseil respectent les principes d'indépendance professionnelle et agissent de manière cohérente pour promouvoir et préserver les Principes fondamentaux. En cas de conflit d'intérêts potentiel lié à une question examinée par le Conseil, les membres du Conseil concernés doivent déclarer leur intérêt au début des délibérations et se récuser des débats, sauf si le Conseil sollicite leurs vues après qu'il se soient récusés.

B. Confidentialité et discrétion

19. Le Conseil mène ses activités dans le respect total de la confidentialité et des normes de discrétion les plus élevées, en veillant à ce qu'aucun préjudice ne soit causé à l'une ou l'autre des parties concernées.

C. Principe de subsidiarité

20. Avant de traiter les demandes relatives à des cas potentiels de non-respect, le Conseil vérifie auprès des autorités statistiques nationales compétentes que les autorités requérantes ou les parties prenantes ont épuisé leurs recours auprès des mécanismes nationaux et régionaux disponibles. Ces mécanismes nationaux et régionaux peuvent à tout moment solliciter l'avis et les conseils du Conseil.

D. Reddition de comptes et examen des activités du Conseil

21. Le Conseil rend compte à la Commission de statistique. La Commission de statistique procède à un examen un an après la création du Conseil et, par la suite, au moins tous les quatre ans, afin d'évaluer l'effet des activités du Conseil sur le respect des Principes fondamentaux. Le processus d'évaluation permet de recenser les domaines susceptibles d'être améliorés et de contribuer à l'orientation future des activités du Conseil, y compris la révision de son mandat. La Commission de statistique se réserve le droit d'examiner les résultats du Conseil, de révoquer tout membre du Conseil ou de suspendre les activités du Conseil à tout moment.
